



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
25-26 rue des Ailes
ZA n°2 des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 26/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay

Parc d'activités de Conneuil
Rue Gaspard Monge
37270 Montlouis-Sur-Loire

Références : 2024/0498
Code AIOT : 0010004012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2024 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay implanté Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay. L'inspection a été annoncée le 12/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay
- Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay
- Code AIOT : 0010004012

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ISDND de capacité 150 000 tonnes par an.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Application de la directive IED et Action régionale feux de forêt	Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de la directive IED	Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 10.2	Sans objet
2	Application de la directive IED	Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 11	Sans objet
3	Application de la directive IED	Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 12	Sans objet
4	Application de la directive IED et Action régionale feux de forêt	Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 7.3	Sans objet
5	Application de la directive IED et Action régionale feux de forêt	Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 13	Sans objet
7	Action régionale feux de forêt	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.2.3	Sans objet
8	Action régionale feux de forêt	Arrêté Ministériel du 03/10/2021, article 62	Sans objet
9	Action	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	régionale feux de forêt	article 7.6.3	
10	Action régionale feux de forêt	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
11	Campagne PFAS dans les rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.II et 4.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application de la directive IED

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 10.2
Thème(s) : Risques chroniques, Détection et réparation des fuites de gaz
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 21 (de l'AM du 15/02/2016) est ainsi modifié :</p> <p>2° L'article est complété par un V ainsi rédigé :</p> <p>V. L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté.</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la méthode développée en interne par le groupe (le site de Sonzay étant l'un des sites pilotes):</p> <ul style="list-style-type: none"> la campagne annuelle (environ 200 points de mesure) a été réalisée le 04/07/2024 (société ARIA TECHNOLOGIES), les résultats des mesures, avec les commentaires associés, sont reportés sur une carte incluse dans le rapport de contrôle, lorsqu'un point anormal est constaté, une intervention est programmée. <p>La synthèse des résultats figurera dans le rapport d'activité 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Application de la directive IED

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau
Prescription contrôlée : Après l'article 24 (de l'AM du 15/02/2016), il est inséré un article 24 bis ainsi rédigé : Art. 24 bis. L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.
Constats : Pas d'écart constaté. L'eau utilisée sur le site provient essentiellement du réseau AEP pour les usages sanitaires et domestiques (20 à 30 m3 par mois). La consommation est relevée périodiquement. Les réserves incendie sont alimentées à partir des eaux pluviales et des eaux issues de la station de traitement des lixiviats. L'exploitant indique que le rapport d'activité 2024 comportera un paragraphe sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Application de la directive IED

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan énergétique annuel
Prescription contrôlée : Après l'article 24 (de l'AM du 15/02/2016), il est inséré un article 24 ter ainsi rédigé : Art. 24 ter. L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) Des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) Des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) Des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats : Pas d'écart constaté.

<p>L'exploitant assure un suivi de la production d'énergie du site (électricité produite à partir des moteurs de destruction du biogaz).</p> <p>Le rapport d'activité de l'année 2023 comporte un chapitre complet sur ce point (chapitre 2.4); tous les items de cet article y figurent.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un projet de parc photovoltaïque était en cours de réflexion sur les anciens casiers en post-exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Application de la directive IED et Action régionale feux de forêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 7.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection des départs d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 16 (de l'AM du 15/02/2016) est ainsi modifié :</p> <p>3° L'article est complété par les alinéas suivants :</p> <p>VI. La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant.</p> <p>VII. L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conforme.</p> <p>Au niveau du casier en exploitation, sont présents des détecteurs de flamme (2 mobiles et 1 fixe au quai de vidage) et des caméras de surveillance.</p> <p>Ces détecteurs sont testés tous les mois.</p> <p>Ces détecteurs, ainsi que les caméras, sont reliés à la société de télésurveillance (société SERIS) qui retransmet l'alerte au site (pendant les heures d'ouverture) et/ou au personnel d'astreinte (pendant les heures de fermeture).</p> <p>Deux heures après qu'après l'admission du dernier déchet, une ronde est effectuée sur l'intégralité du site par la société de gardiennage (société SERIS) qui trace le rendu de cette opération par l'envoi d'un courriel à l'exploitant.</p> <p>Cette disposition figure dans le plan de défense incendie (version du 22/07/2024 en cours de correction au jour de la visite).</p> <p>En cas de besoin, le SDIS est sollicité par téléphone.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Application de la directive IED et Action régionale feux de forêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel et exercices
Prescription contrôlée : L'article 33 (de l'AM du 15/02/2016) est complété par un VIII et un IX ainsi rédigés : VIII. Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre. IX. Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats : Pas d'écart constaté. L'ensemble du personnel est formé à la défense incendie du site. Au niveau du casier en exploitation, les conducteurs d'engins (pousseur et compacteur) sont aptes à mettre en oeuvre les matériaux de recouvrement stockés en périphérie de ce casier. Des exercices de défense incendie sont organisés régulièrement. Le dernier, en interne, a eu lieu en juillet 2024 et avec le SDIS le 11/03/2023. Les compte-rendus de ces exercices sont reportés sur un logiciel du groupe (SYNERGIE).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Application de la directive IED et Action régionale feux de forêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/08/2023, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Après l'article 33 (de l'AM du 15/02/2016), il est inséré un article 33 bis ainsi rédigé : Art. 33 bis. I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les

<p>canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
<p>Constats :</p> <p>Partiellement conforme. Dans le cadre de l'application de cet article, l'exploitant a établi un plan de défense incendie comportant tous les items listés (version du 22/07/2024). Ce document, comportant quelques coquilles, est en cours de correction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informera l'inspection de la fin de la correction du plan de défense incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 7 : Action régionale feux de forêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté du site</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Le mode de stockage doit permettre de limiter les envols de déchets et d'éviter leur dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes. L'exploitant procède régulièrement au nettoyage des abords des installations.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pas d'écart constaté. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Afin de limiter les envols de déchets, la zone de vidage ainsi que le casier en cours d'exploitation sont entourés de filets anti-envols.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Action régionale feux de forêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/0201, article 62</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité au site et circulation
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Pas d'écart constaté. L'inspection a constaté que le site dispose en permanence d'un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les sens de circulation, les limitations de vitesse ainsi que des panneaux de signalisation sont présents sur toutes les voies du site. Le site dispose d'un parking personnels et visiteurs. Ce parking n'est pas susceptible de gêner l'accessibilité des engins d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Action régionale feux de forêt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer, au minimum, des moyens d'intervention listés ci-après par ordre d'intervention: - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis sur le site et notamment à proximité des alvéoles en cours d'exploitation ; - une réserve de terre de 300 m ³ , à proximité des alvéoles en cours d'exploitation ; - une réserve d'eau, de 600 m ³ au minimum, constituée par les bassins de stockage des eaux de ruissellement, dont l'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente.
Constats : Conforme. Le site dispose de tous les moyens listés dans cet article.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Action régionale feux de forêt

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des moyens de lutte contre un sinistre
Prescription contrôlée : Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.
Constats : Pas d'écart constaté. Les extincteurs ont fait l'objet d'une vérification annuelle le 08/01/2024. Le registre de sécurité a été correctement renseigné par l'entreprise intervenante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Campagne PFAS dans les rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.II et 4.III
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation et transmission des analyses
Prescription contrôlée : II. L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I. Selon la rubrique de la nomenclature des installations classées au titre de laquelle son établissement est soumis à autorisation, l'exploitant réalise sa première campagne d'analyse selon les délais suivants : <ul style="list-style-type: none"> • rubrique 3540: au plus tard 9 mois à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté. III. L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
Constats : Conforme. Les 3 prélèvements mensuels ont été effectués les 26 mars, 29 avril et 4 juin 2024. Les résultats ont été reportés sur GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite